



VILLE caraïbe MARTINIQUE



NEWSLETTER

36, bd Amilcar CABRAL, Imm. La Varangue, 97200 FDF.
BP 7222, 97277 Schoelcher cedex,
Pour publier un article sur des projets et actions de développement social et territorial : Tél : 0596 686452, Fax 0596 589628
contact@villecaraibe.com

WWW.VILLECARAIBE.COM

N 36

Actualités

Agenda

Documentation

Capitalisation

Appels à projet

LA COHESION SE CONSTRUIT ISSN 2114-0316- Janvier 2012

Sommaire

- Pages A noter
- Pages 2 à 3 Les récents travaux du Centre de ressources
- Page 6 Actualités nationales et appels à projets
- Page 7 Bibliographie disponible au centre de ressources

A NOTER

Ville caraïbe a sa page Facebook :



pour partager des informations avec les GEEKS.

Ville caraïbe à un nouveau site internet plus simple et interactif pour l'utilisateur : www.villecaraibe.com

Programmation 2012

Afin d'affiner sa programmation 2012 validée en Assemblée Générale, Programmation prévisionnel 2012 CDR politique de la ville - (Téléchargement)

le Centre de ressources Ville caraïbe vous invite à proposer des actions de qualification et à apprécier les actions réalisées en 2011.

Pour cela vous pouvez rentrer vos observations dans ce questionnaire-sondage en ligne.

<https://docs.google.com/spreadsheets/viewform?formkey=dG1X TkpnN2pQTIRMM2VMQ2NZRH FQNEE6MQ>

Merci de votre participation!



VILLE CARAÏBE VOUS PRÉSENTE SES MEILLEURS VŒUX 2012

Cette nouvelle année dans un contexte instable qu'on a bien du mal à saisir sera l'année de la consolidation et de l'adaptation pour le Centre de ressources Ville caraïbe. Consolidation parce que depuis 2007, de nombreuses actions ont pu permettre de mobiliser des acteurs et méthodes vers des objectifs partagés pour le bien être dans la ville et notamment dans les quartiers et territoires les plus en difficulté et qu'il s'agira alors de continuer en gardant en tête si possible l'objectif de réduction des inégalités.

Adaptation, car dans un contexte encore plus difficile, il faudra chercher à renouveler nos actions tout en imaginant de nouvelles méthodes, de nouvelles approches des problématiques pour faire mieux avec parfois moins de moyens. Inspirons nous de la *Métamorphose* mais surtout des ressources propres aux territoires, car elles existent. Egalement, avec tous les acteurs et moyens existants dans le champ du développement territorial, il s'agira de permettre de nouvelles initiatives communes, collaborations et mutualisation. Tout cela en pensant à l'endurance nécessaire car chaque pas, actions ou projets réalisés est une victoire collective et individuelle. Bref encore une fois retrouvons nos manches, nous savons le chemin parcouru et celui encore à faire, alors an ni pa moli !

2012 sé tan nou !

Les récents travaux du Centre de ressources

► Restitution du Diagnostic Local de Sécurité et de Prévention de la délinquance de la Ville de Sainte Marie

Le Centre de ressources a accompagné la Ville de Sainte Marie durant 5 mois de l'année 2011 sur l'élaboration d'un Diagnostic Local de Sécurité (recherche documentaire, Observations terrain, mobilisation d'expertises, qualification, animation de travail collectif, formalisation, préconisations et suivi)

Il s'agissait d'une étape nécessaire pour impulser une politique communale de Prévention et notamment de réactiver le CLSPD. Ce diagnostic a ainsi permis de faire émerger les caractéristiques de la population et des acteurs en présence, les enjeux et réponses possibles à partir des réalités et moyens du territoire samaritain. Des séminaires de formations, des observations de terrains, des enquêtes, entretiens et questionnaires et une dizaine de groupes de travail collectif ont identifié les principaux axes d'intervention qui ont été décliné en actions, moyens et priorités (Eléments constitutifs d'un Stratégie Territoriale de Prévention de la Délinquance). Si les caractéristiques sociales de cette commune de Martinique sont préoccupantes, les ressources naturelles, culturelles, rurales, traditionnelles et géographiques laissent imaginer des perspectives rassurantes.

► Accompagnement des Adultes relais

L'ACSE via la DJSCS a lancé la démarche d'accompagnement des Adultes relais (A.R) en Martinique. Les opérateurs retenus sont l'Office Caribéen de Management des Organisations Professionnelles (OCMP), France Médiation et Ville caraiibe. Se sont à termes 46 Adultes relais accompagnés durant l'année 2012 et répartis dans près de 20 structures associatives ou GIP. Il s'agit d'un accompagnement global de professionnalisation avec la définition d'un programme de formation adapté aux besoins des A. R., d'un accompagnement à la mobilité, et d'Ateliers d'échanges de pratiques. Les autres A.R des collectivités territoriales et ceux du Rectorat bénéficient des formations propres à leurs Institutions employeuses.

► Accompagnement à la mise en place du PRE (Projet de Réussite Educative) de FDF

Le Centre de ressources a commencé l'accompagnement à la mise en place du PRE de FDF qui se déroule de décembre 2011 à Mars 2012. Les premiers temps de travaux ont permis de bien préciser aux acteurs les fondamentaux du PRE :

- Un dispositif d'Etat cofinancé par la Ville sur les quartiers en politique de la ville
- qui cible un nombre restreint d'enfants en situation de décrochage...
- ...nécessitant des interventions croisées : éducatives, sociales, socioéducatives, médicales,...
- repérés à partir de priorités définies sur le territoire
- qui leur propose des parcours individualisés impliquant les parents

Le premier temps de travail a concerné notamment l'accompagnement à la prise de poste de la nouvelle coordinatrice, la mise en place d'un COPIL et d'un COTECH de préfiguration, la détermination des entrées prioritaires.

Le deuxième temps de travail actuel a pour objectif de déterminer les situations et sites en fonction des entrées prioritaires, de déterminer les partenariats et acteurs, et de rentrer dans une phase opérationnelle.

Le lancement officiel devrait avoir lieu en février et le début des repérages et accompagnement en Mars.

► Observation sociale territorialisée

Le Centre de ressources en partenariat avec le CNFPT, a mis en place Jeudi 15 décembre une formation action sur l'état des lieux des pratiques d'observation dans le cadre des politiques de cohésion sociale. L'intervenant était H. GUERY du COMPAS-TIS.

Il s'agissait notamment de voir dans quelle mesure les pratiques d'observation pouvaient être prises en compte pour construire des politiques de cohésion sociale. Un point a été fait sur l'état des données infra communales disponibles et les avancées et points de blocage en la matière. La mise à jour du logiciel BABORD a été effectuée, pour ceux qui avaient pu participer aux 3 précédentes formations.

Par ailleurs, les acteurs présents de différentes institutions tels que le Conseil Général, l'ARS, la ville de FDF, des représentants de CCAS, ont pu faire état de leurs pratiques et ont accepté la possibilité de se réunir en groupe de travail sur l'Observation avec comme premier chantier en 2012, les jeunes.

Pour retrouver le diaporama de cette formation action :



[Passer de l'observation à l'analyse pour établir un Programme d'action sociale territorialisée](#) (Ville caraïbe -CNFPT)

► 2 Formations- actions en partenariat avec le CNFPT (Réussite Educative et GUP)

Le Centre de ressources Ville caraïbe a mis en place une formation action sur la Réussite Educative en partenariat avec le CNFPT le : Mardi 21 juin 2011 de 8h00 à 17h00, au Squash Hôtel.

Cette rencontre s'est adressée en particulier aux acteurs de la réussite éducative en Martinique : les pilotes communaux du dispositif RE ou de dispositifs similaires, les responsables locaux et hiérarchiques des autres institutions : Education nationale, Préfecture, Conseil Général et les opérateurs associatifs.

Cette journée relative à la réussite éducative entre dans le cadre d'un espace de qualification permanent sur la réussite éducative que le centre de ressources « Ville Caraïbe » a souhaité mettre en place. A ce jour deux villes sont concernées par le dispositif réussite éducative:

- Le Lamentin qui a mis en place une équipe depuis plusieurs années a déjà eu une évaluation en 2010/2011 et a fait l'objet de préconisations
- La ville de Fort de France qui, si elle a engagé des actions à caractère éducatif notamment dans le cadre du CUCS, est en train de mettre en place formellement le dispositif réussite éducative depuis décembre 2011.

Cependant d'autres collectivités peuvent être amenées à développer volontairement des actions d'accompagnement éducatif et social, élaborées sur les mêmes objectifs dans le cadre du droit commun en tirant profit des enseignements du dispositif PRE et/ou du dispositif « Ecole, Famille, Quartier » mis en place par le Conseil Général.

Les objectifs de cette formation ont été :

- D'apporter des éléments de contenu communs qui constituent des références communes aux collectivités, autres institutions et opérateurs
- De s'appuyer sur les enseignements, les acquis des initiatives existantes pour faciliter le démarrage des nouvelles
- De rechercher des méthodes de travail en commun
- D'approfondir en commun certains sujets d'enjeu, en particulier le repérage, l'évaluation, la nature des prises en charge, les méthodes de travail...

Pour télécharger le document de travail :



[Synthèse Formation action PRE juin 2011 Ville caraïbe](#)

Mise en place également d'une formation action sur la Gestion Urbaine de Proximité dans les quartiers prioritaires le organisée en partenariat avec le CNFPT le : Lundi 20 juin 2011 de 8h00 à 17h00, au Squash Hôtel.

L'objectif était :

- De proposer une méthode d'élaboration d'un projet de gestion de quartier.
- D'apporter des éléments de cadrage communs sur la gestion urbaine de proximité, les enjeux, les thématiques concernés par la gestion...
- De dégager les conditions de mise en œuvre de la gestion.
- D'élaborer une feuille de route opérationnelle qui permette d'identifier les premières actions significatives.

Cette rencontre s'est adressée en particulier à la diversité des élus et responsables de service de ville en responsabilité de service de proximité, aux responsables d'associations engagés dans la gestion (régie, Case...), aux responsables politique de la ville /Ville/quartier RU, aux services de police, aux bailleurs sociaux, aux services ville ou agglo qui ont une responsabilité propriété entretien, de médiation, de sécurité.

La mise en place de gestion urbaine de proximité dans la durée reste une préoccupation majeure pour les territoires en politique de la ville de Martinique. Elle a été rappelée par l'Etat dans les Cucs et les projets de rénovation urbaine.

Les différentes démarches évaluatives réalisées en 2010 l'ont confirmées :

- Diagnostic en marchant de Dillon (novembre 2010)
- Evaluation du CUCS du Lamentin (2010)
- Démarche évaluative du CUCS de Fort de France (octobre 2010)

La mobilisation de l'ensemble des partenaires concernés par la gestion de proximité et la mise en place de méthodes de travail simples, lisibles et opérationnelles est une condition incontournable de réussite.

Le centre de ressources pour répondre à cette exigence rappelée par l'Etat lors de ces évaluations a souhaité engager un travail de qualification collective à long terme qui permette la mise en place et le pilotage de Gestion Urbaine de Proximité dans les différents quartiers prioritaires.

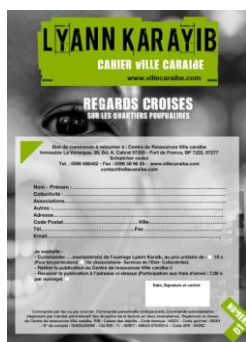
Pour télécharger la synthèse de cette formation action :



[Synthèse formation action juin 2011 GUP](#)

► Travaux à venir du Centre de ressources :

- Etat des lieux de la Politique de la ville en Outremer pour le compte du SGCIIV en commun avec les autres Centres de ressources OM : Guyane, Mayotte, Réunion jusqu'en Juin 2012
- Etat des lieux des associations dans le cadre de la politique de la ville en Martinique pour le compte de la DJSCS jusqu'en Mars 2012.



Lyann Karayib « Les jeunes, acteurs de la ville? »

Les Cahiers » *Lyann Karayib* ont vocation à formaliser à travers des articles de fond, l'expérience des acteurs de la Politique de la ville en Martinique. Il s'agit d'articles regroupés par thématique et présentant ainsi des acteurs et professionnels, des projets ou des expériences à capitaliser.

Pour télécharger une : [Présentation des cahiers lyann karayib](#)

Ainsi, le Centre de ressources s'est organisé pour publier 2 revues annuelles sur des thématiques et actualités de la politique de la ville.

- La première revue avait pour sujet « Regards croisés sur les quartiers en Martinique ». Elle est toujours disponible par le biais du bon de commande ci joint ([Bon de commande](#)) et disponible via [paypal](#)
- La deuxième revue à pour sujet « les Jeunes, acteurs de la ville? ». Le Comité de rédaction fait ainsi un appel à projet à télécharger : [Appel à contribution Revue 2 Jeunes, acteurs de la ville](#)

Dans le cadre de la mise en place d'un partenariat avec l'UAG, la valorisation des travaux de chercheurs et étudiants sur des sujets en lien avec la politique de la ville seront déclinés en article pour contribution dans le cadre de la revue Lyann Karayib.

A noter

►Edgard Morin et la métamorphose était en Martinique en décembre 2011
E. MORIN, sociologue et penseur français a été invité par le Conseil Régional de Martinique en fin décembre 2011.

Il a pu apporter des éclairages sur la métamorphose et l'approche transdisciplinaire qu'il propose comme voie pour demain.

Il a notamment proposé son approche de la ville et a alimenté la réflexion en cours sur le Grand Saint Pierre, projet multidimensionnels.

Autrement, la politique de la ville par bien des aspects permet une approche globale qui est bien en phase avec celle proposée par ce Grand Homme. En 2012, il continuera ainsi de nous inspirer pour trouver la voie du bien être martiniquais et surtout pour les quartiers et territoires les plus en difficultés.

►Sainte-Thérèse : 60 millions d'euros mobilisés ; Benoist Apparu, secrétaire d'État au logement, Raymond Saint-Louis-Augustin, maire de Fort-de-France, ont signé la convention qui lie la ville à l'Etat par le biais du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés. (PNRQAD).

Le projet « Porte Caraïbe » pourra débiter. Le secrétaire d'État au logement et les autres partenaires ont signé la convention pluriannuelle de rénovation urbaine.

D'ici sept ans, Sainte-Thérèse et ses quartiers avoisinants feront l'objet de cette opération. Outre le transport en commun en site propre (TCSP) prévu à partir de 2015 sur l'avenue Maurice-Bishop, des projets plus ou moins ambitieux seront mis en œuvre pour améliorer le cadre de vie, la cohésion sociale et plus généralement le quotidien des riverains. L'un de ces projets est « Porte Caraïbe » . C'est le seul projet des départements d'Outre-mer retenu par le PNRQAD.

Près de 60 millions d'euros seront mobilisés pour ce projet dont 16 millions seront apportés par l'État et ses agences. La ville de Fort-de-France, le Conseil général, la Cacem, des financeurs privés, l'Agence nationale de l'habitat et le Conseil régional devraient compléter cette programmation.

► La 3e édition du club « coup de pouce clé » a été officiellement lancée : Le dispositif a été reconduit pour une nouvelle année, pour lutter contre l'illettrisme et plus généralement contre l'échec scolaire. La ville de Fort-de-France met en place depuis trois ans le club « coup de pouce clé » qui vient s'ajouter à d'autres actions mises en œuvre sur le territoire géographique prioritaire du CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale).

Il s'agit avant tout d'accompagner des enfants « en risque d'échec » dans leur apprentissage de la lecture et de l'écriture tout au long de leur cours préparatoire.

Pour cette 3e édition, cent-trente enfants de seize établissements scolaires ont été choisis pour faire partie du club « coup de pouce clé ». Il s'agit d'élèves âgés de 6 ou 7 ans, identifiés par leur enseignant comme étant défavorisés ou fragiles en lecture et en écriture.

Les lundi, mardi, jeudi et vendredi, après les cours, l'enfant rejoint son club pour une heure de « découverte du plaisir de lire ». A travers des activités ludiques, courtes et dynamiques, il apprend, avec quatre autres petits camarades, et avec l'assistance d'un animateur, par ailleurs inscrit à l'IUFM, à lire et à écrire et surtout à aimer lire et écrire.

Ce dispositif a déjà fait ses preuves puisque l'an dernier, notamment, sur les cent écoliers de CP membres de ce club, quatre-vingt-dix-huit sont brillamment passés en CE1. Les deux autres, qui ont rencontré un peu plus de difficultés, bénéficient pour leur année de cours élémentaire 1 d'une attention toute particulière.

► Davantage de contrats aidés en 2011 : Cinq millions d'euros viennent d'être débloqués, pour permettre au Pôle emploi de poursuivre sa mission auprès d'eux. Dispositif datant du Plan de cohésion sociale de 2005, le contrat aidé a évolué en 2010 avec l'entrée en vigueur du CUI (Contrat unique d'insertion) qui remplace l'ensemble des contrats existant alors (Contrat d'avenir, CAE et autres CIE). Il peut être utilisé dans le secteur marchand (entreprises) ou le secteur non-marchand (communes, associations...).

Dans le secteur marchand, 900 contrats aidés sont prévus cette année. Ils ne sont pas encore tous occupés. Les entreprises sont invitées à se rapprocher de Pôle emploi. Dans ce secteur, l'aide allouée est en pourcentage du SMIC et en exonération de charges.

► Construire un avenir pour les jeunes des cités : Face aux difficultés rencontrées par les jeunes pour trouver un emploi, la SIMAR a mis en place un dispositif qui facilite leur insertion sociale. Une action engagée avec des partenaires socioéconomiques et la communauté d'agglomération du centre de la Martinique (CACEM). L'objectif 2012 est une poursuite de la démarche insertion entre la Simar et l'Adeicem. Il est prévu de réaliser environ quinze mille heures d'insertion au travers de neuf chantiers, regroupant des travaux de confortement sismique, d'aménagement urbain ou d'eau chaude solaire. Cela va permettre aux jeunes d'avoir accès à un emploi, voire de bénéficier d'une formation qualifiante.

Actualités nationales


► Jeunes décrocheurs : la DGEFP finance un accompagnement par les missions locales

La DGEFP (Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle) va attribuer une enveloppe de 30 millions d'euros aux missions locales pour mettre en place un accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi, plus précisément un accompagnement individuel renforcé pour les jeunes "décrocheurs". Prévu dans l'accord national interprofessionnel du 7 avril 2011, les missions locales devront ainsi gérer, en 2011, 20 000 jeunes, âgés de 16 à 25 ans, sortis du système éducatif sans qualification ou sans diplôme, y compris ceux dont le contrat en alternance a été rompu.

► Décrochage scolaire : mobilisation de l'ensemble des ministères : Le 28 septembre dernier, le ministère de l'Education nationale a donné le coup d'envoi des plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs. Lors de cette journée de mobilisation des responsables de plates-formes organisée, à Saint-Denis, en partenariat avec

plusieurs ministères dont le Secrétariat général à la Ville, un dispositif interministériel d'échange d'informations (SIEI) destiné à repérer les jeunes qui ont quitté le système scolaire sans diplôme a été présenté. Ce dispositif permettra aux jeunes, une prise en charge adaptée au sein de plates-formes qui s'appuient sur les ressources des partenaires du ministère de l'Education nationale : Direction générale de la modernisation de l'État, Emploi, Défense, Agriculture, Jeunesse, Justice, Intérieur et Ville. Chacun de ces ministères met ainsi à disposition des plateformes, les ressources qui existent dans son réseau pour faciliter le contact avec les jeunes décrocheurs et leur proposer des solutions.

► **Création d'entreprise** : le ministère de la Ville s'engage aux côtés de l'Adie : L'association pour le droit à l'initiative économique (Adie) a lancé, le lundi 3 octobre, à Asnières (92), un nouveau fonds d'aide à la création d'entreprise de 1,2 million d'euros. Maurice Leroy et Salima Saa, présidente de l'Acisé, se félicitent de la création du « fonds Adie de prêts d'honneur jeunes » soutenu financièrement par l'Acisé. En s'engageant dans ce dispositif, le gouvernement réaffirme son engagement prioritaire en faveur du développement économique, en particulier dans les quartiers populaires. L'objectif de ce fonds est de permettre à 1 000 jeunes chaque année (500 la première année), dont un tiers de jeunes des quartiers prioritaires, de bénéficier de quasi fonds-propres, en complément du microcrédit, pour financer la création ou le développement de leurs entreprises. Ces prêts sans intérêts, d'un montant maximum de 5 000 euros, seront réservés aux jeunes de moins de 32 ans les plus en difficulté : demandeurs d'emploi non indemnisés et/ou allocataires d'un minimum social et porteurs de projets dont le besoin de financement est inférieur à 10 000 euros.

- le site de l'Adie : <http://www.adie.org>
-  [Communiqué de presse](#) (PDF - 482 ko)
- NOUVEAU : Retrouver une [Présentation de l'Adie Martinique](#) (Ville caraïbe) et un document d'information sur le [parcours du créateur d'entreprise](#).



[Décrochage des jeunes et insertion professionnelle Panorama national et éclairage régional](#)



[Emploi des jeunes : synthèse des principales données relatives à l'emploi des jeunes et à leur insertion. Document d'études de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques \(DARES\), n°166, novembre 2011](#)

► **Un guide de l'évaluation des politiques de prévention** : Le secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance vient de mettre en ligne un guide de l'évaluation à destination des maires. Ce document élaboré par la Mission permanente d'évaluation de la politique de prévention de la délinquance a pour but de leur fournir un retour sur l'efficacité de leur action et de les aider dans leurs choix. "L'aggravation de certaines situations locales, la montée de violences nouvelles et le rajeunissement des auteurs interrogent sur la pertinence et les résultats des politiques suivies", souligne la mission. Le guide propose un diagnostic partagé, une stratégie et des objectifs avec indicateurs à la clé.

[Télécharger le guide](#)

Loi n°2011-1940 du 26 décembre 2011 visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants, <http://i.ville.gouv.fr/reference/7404>



► Vous êtes directeur de service, policier municipal, travailleur social, maire, bailleur, transporteur public...

Le nouveau Club « prévention sécurité » de la Gazette s'adresse à vous : un lieu d'information et d'échange entièrement dédié, et réservé, aux partenaires locaux de la prévention de la délinquance et de la sécurité. Vous découvrirez le visage de ce nouveau Club Gazette à l'automne. Vous pourrez bientôt vous inscrire pour rejoindre votre communauté professionnelle en ligne.

<http://www.lagazettedescommunes.com/club-prevention/>



APPEL à projet

Appel à projet CUCS du Lamentin Janvier 2012
Vous souhaitez mettre vos compétences et votre dynamisme au service des engagements solidaires de la ville du Lamentin ? Le Groupement d'Intérêt Public du Développement Social et Urbain GIP/DSU du Lamentin lance un appel à projets pour la programmation 2012 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) 2011-2014 les projets éligibles doivent toucher les populations des quartiers prioritaires et répondre aux axes thématiques retenus par les partenaires.

La date de remise des dossiers de candidature est fixée au 23 janvier 2012. Pour tous renseignements sur les thématiques et les territoires éligibles, les conditions et les modalités de sélection des projets. Adressez-vous au GIP/DSU, quartier Basse-Gondeau

Tél. : 05 96 50 85 57/Fax. : 05 96 57 17 64

[Document de programmation](#)

[Dossier Bilan et Suivi Cucs Lamentin 2011](#)

[Dossier de subvention COSA CUCS Lamentin 2012](#)

L'Appel à projet CLAS sera bientôt disponible :
Contact : DJSCS : Chantal DARDANUS : 0596 590324

Bibliographie Ville caraïbe

NOUVEAU : un moteur de recherche documentaire Ville caraïbe est disponible sur le site internet du Centre de Ressources : [cliquez ici](#)



L'école en question, Brigitte PERRUCA.10/4/2008. Editeur : Odile Jacob
Tous les grands aspects de l'école dont on attend tout et qu'on critique tant, sont évoqués dans cet ouvrage. Depuis son financement et son organisation jusqu'aux rythmes, aux pédagogies, à l'orientation des élèves ou à la formation des maîtres, en passant par la laïcité, l'ouverture sur la société et le monde économique : voici une radiographie complète par une journaliste experte.



Des parents dans l'école, Martine KHERROUBI (ed)Co-Auteurs : Pascale GARNIER - Gilles MONCEAU. 2008. La Fondation de France a demandé à des chercheurs d'observer et d'analyser les modalités concrètes des coopérations entre les parents et les enseignants ainsi que la diversité de leurs nombreuses actions destinées à favoriser l'entrée des parents dans l'école. Ce livre présente les résultats de ces recherches.



Parution de l'ouvrage "Pratiques Professionnelles de la Médiation Sociale"
Le premier ouvrage paru aux Editions France Médiation "Pratiques Professionnelles de la Médiation Sociale" a été édité en avril 2011. Il reprend un corpus de bonnes pratiques en médiation sociale à destination des équipes de médiateurs sur le terrain et opérateurs de structures. Comme un appui à la formation qualifiante du médiateur, cet ouvrage a pour but de définir les manières d'agir communes aux activités de médiation sociale tout en laissant l'espace nécessaire à l'adaptation et la capacité d'innovation sociale du médiateur.
Téléchargez l'ouvrage intégral en PDF [ici](#). Tiré du site de France Médiation



Quelles sont les causes des comportements violents ? Aujourd'hui, les scientifiques ont obtenu de nombreux résultats pour éclairer la question de la violence, devenue un enjeu social majeur. L'essentiel Cerveau Et Psycho. Nov 2011. Janvier 2012